

Conseil départemental de la Somme

Profil de poste « contrat de projet »

Intitulé de la fonction : Chargé(e) de projet loi pour le Plein emploi

Statut : Filière administrative – Catégorie A - Cadre d'emplois des attachés territoriaux

Mission principale :

A partir de 2024, le Pacte des Solidarités prend la suite de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté initiée par le gouvernement en 2018. Cet engagement se traduit notamment par la signature d'une Convention départementale pour l'insertion et l'emploi, dont le volet 1 vise l'application des dispositions législatives et réglementaires issues de la loi pour le Plein emploi adoptée le 18 décembre 2023 en vue de renouveler l'accompagnement des allocataires du RSA.

Le/la chargé(e) de projet loi pour le Plein emploi est placé(e) sous l'autorité du Directeur adjoint Insertion Logement Emploi qu'il/elle assiste dans la préparation et la mise en œuvre de la feuille de route départementale. Il/elle participe à l'élaboration des processus ayant un impact sur le parcours des allocataires du RSA (inscription, orientation, diagnostic, contrat, accompagnement, etc.), processus nécessitant notamment des évolutions sur le plan numérique. En lien avec le Directeur adjoint Insertion Logement Emploi, il/elle contribue aux chantiers liés à la loi en déployant une méthodologie de projet à même d'impliquer l'ensemble des parties prenantes concernées et d'atteindre les objectifs fixés. La réussite de la fonction nécessite de conjuguer différentes dimensions : partenariales entre acteurs et institutions, numérique (interconnexion, outils et process), pratiques professionnelles d'accompagnement des bénéficiaires, échanges de données et pilotage.

Localisation du poste : Direction de l'insertion, du logement et de l'emploi – Pôle insertion emploi – Site Simone Veil boulevard de Châteaudun 80000 Amiens

Groupe de fonctions IFSE : 2A8

Missions et activités :

Contribution à la co-construction de la feuille de route départementale permettant de déployer les processus cibles issus de la loi pour le Plein emploi avec les équipes du Département et les partenaires, au premier rang desquels France Travail

- Elaborer et mettre en œuvre une méthodologie de projet permettant de fixer collectivement la marche à suivre afin d'atteindre les processus cibles définis par la réglementation
- Définir les conditions de faisabilité en termes d'organisation, de procédures administratives, d'accompagnement des pratiques professionnelles, d'outillage des professionnels, d'application sur le plan numérique
- Participer à l'organisation des groupes de travail, réaliser les comptes rendus et documents de synthèses, etc.
- Organiser la circulation et le partage d'information entre les différentes parties prenantes

Participation en tant que de besoin aux autres chantiers liés à la réforme France Travail, en apportant une expertise ponctuelle en particulier sur :

- La complémentarité des offres d'accompagnement, notamment entre le Département et France travail
- La stratégie de mobilisation des entreprises coordonnée par l'opérateur France travail ;
- La participation au déploiement de l'Académie France Travail ;
- L'installation de la gouvernance départementale co-présidée par le préfet et le président de département et à l'optimisation des instances existantes

Assistance au pilotage de la réalisation de la feuille de route et la production des livrables au sein du Département

- Produire et compléter les outils de pilotage (tableaux de bord, notes)
- Exploiter les données de pilotage et en assurer l'analyse afin d'aider à la décision et alerter le responsable du pôle Insertion emploi le cas échéant
- Aider à la formalisation des schémas organisationnels et procédures
- Accompagner l'interopérabilité des systèmes d'information, les échanges de données et l'implémentation des outils numériques en lien avec la direction des systèmes d'information et du numérique

Participation à la dynamique réseau entre Départements animée au plan national (diffusion d'outils et méthodes, partage de bonnes pratiques, recueil de signalements locaux, etc.)

- Préparer, participer et rendre compte des différents temps organisés prioritairement à l'échelle nationale pour accompagner les dynamiques locales

Définition des modalités d'accompagnement ainsi que des outils à l'attention des professionnels dans le cadre de la mise en œuvre des processus cibles

- Apporter un appui technique aux professionnels de l'accompagnement, en les dotant des ressources et outils nécessaires à leur bonne connaissance et maîtrise évolutions
- Participer à l'animation métier des professionnels
- Participer à l'accompagnement des pratiques professionnelles des équipes en territoire

Accompagnement à la mise en œuvre des expérimentations « accompagnement rénové des allocataires du RSA » déployées sur les territoires Albert-Péronne et Amiens Nord et production des éléments de bilan et de capitalisation

Participation à la vie de la direction et du pôle

- Favoriser l'information et la communication interne de façon régulière sur le déroulement des opérations
- Proposer des sujets à valoriser par la communication et en assurer la cohérence et l'articulation avec les orientations départementales

Veille informationnelle et prospective

- Se tenir informé(e) et mettre à jour une documentation relative aux évolutions techniques, législatives et institutionnelles liées à son domaine de compétence
- Prospector et collecter les expériences d'autres collectivités en vue d'enrichir la réflexion et la pratique au sein du Département

Environnement du poste :

Situation relationnelle du poste :

Relations hiérarchiques : le/la chargé(e) de projet loi pour le Plein emploi est placé(e) sous l'autorité du Directeur adjoint Insertion Logement Emploi qui fixe des objectifs, procède à son évaluation et définit, en concertation avec lui/elle, son plan de formation. Il/elle lui rend compte de façon régulière de son activité et des problématiques rencontrées

Relations fonctionnelles :

Internes :

- avec les agents des pôles de la direction de l'insertion, du logement et de l'emploi, les territoires d'action sociale, l'ensemble des directions de la DGASl.

Externes :

- avec la DGEFP, DDETS, France Travail, CAF, partenaires associatifs, etc.

Contraintes du poste :

- Déplacements sur le territoire départemental
- Permis B

Compétences requises :

- Diplôme de l'enseignement supérieur (Licence 3 à Master) avec une expérience dans le domaine de l'évaluation et du diagnostic
- Expérience dans la gestion de projets transversaux et partenariaux

Connaissances :

- Connaissance des procédures administratives et financières
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'administration départementale
- Connaissance du dispositif RSA et de l'organisation propre à sa gestion
- Connaissance du champ de l'action sociale, de l'insertion et de l'emploi
- Maîtrise de l'environnement bureautique Microsoft
- Maîtrise des techniques d'expression écrite et orale

Aptitudes professionnelles :

- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à déployer une méthodologie de projet
- Capacité à formaliser des procédures
- Capacité à animer des réunions
- Capacités rédactionnelles
- Capacité d'organisation et de coordination
- Pédagogie
- Capacité à travailler avec plusieurs directions ou services
- Capacité à travailler simultanément sur plusieurs dossiers
- Capacité à gérer les priorités
- Capacité à respecter les délais imposés ou conseillés
- Force de proposition

Comportements professionnels – motivations :

- Rigueur et méthode
- Fiabilité
- Excellent relationnel
- Écoute
- Sens du travail en équipe
- Curiosité intellectuelle

Recrutement ouvert par voie de contrat dit « contrat de projet » pour une durée d'un an renouvelable en application des articles L. 332-24 à L.332-26 du Code général de la fonction publique, et des dispositions du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels.

Les candidatures (CV et lettre de motivation) doivent être transmises via le formulaire de candidature en ligne avant le 20 octobre 2025.